BANQUE NATIONALE
GROUPE FINANCIER

COMMUNIQUÉ
PREMIER TRIMESTRE
2009

Banque Nationale :
Résultats d'exploitation à la hausse affectés par des charges particulières

L'information financière fournie dans le présent communiqué est basée sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2009. On peut obtenir de l'information additionnelle sur la Banque Nationale du Canada, y compris la notice annuelle, dans le site web de SEDAR : **www.sedar.com** et dans celui de la Banque : **www.bnc.ca**. Les symboles M$ et G$ désignent respectivement les millions et les milliards de dollars.

FAITS SAILLANTS
DU PREMIER TRIMESTRE 2009 :

- Bénéfice net de 69 M$ au premier trimestre de 2009, par rapport à un bénéfice net de 255 M$ au premier trimestre de 2008;
- Bénéfice dilué par action de 0,36 $ au premier trimestre, par rapport à un bénéfice dilué par action de 1,58 $ au trimestre correspondant de 2008;
- Plan de restructuration du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) complété le 21 janvier 2009;
- Charge liée à la détention de PCAA de 98 M$, déduction faite des impôts;
- Charge liée aux engagements de crédit envers les clients détenant du PCAA de 86 M$, déduction faite des impôts;
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 de 10,0 % au 31 janvier 2009 comparativement à 9,4 % au 31 octobre 2008.

FAITS SAILLANTS EXCLUANT LES ÉLÉMENTS PARTICULIERS
DU PREMIER TRIMESTRE 2009 (1) :

- Bénéfice net de 253 M$ au premier trimestre 2009, en hausse de 7 % par rapport à la même période en 2008;
- Bénéfice dilué par action de 1,51 $ au premier trimestre 2009, par rapport à 1,46 $ au trimestre correspondant de 2008, en hausse de 3 %;
- Rendement des capitaux propres de 19,3 %.

(1) Le mode de présentation de l'information est expliqué en détail à la page 4.

MONTRÉAL, le 26 février 2009 – La Banque Nationale annonce un bénéfice net de 69 M$ au premier trimestre de l'exercice 2009, par rapport à un bénéfice net de 255 M$ réalisé au premier trimestre de 2008. Le bénéfice dilué par action atteint 0,36 $ contre 1,58 $ au trimestre correspondant de 2008. Les résultats d'exploitation ont été supérieurs à ceux du premier trimestre de l'exercice précédent mais des charges attribuables à l'incidence du PCAA ont affecté le bénéfice net. Ces charges incluent le coût lié à la détention de PCAA pour un montant de 98 M$, déduction faite des impôts, et une perte relative aux engagements de crédit envers les clients détenant du PCAA totalisant 86 M$, déduction faite des impôts. Au premier trimestre 2008, la Banque avait enregistré une charge liée à la détention de PCAA de 14 M$, déduction faite des impôts, ainsi qu'un gain de 32 M$ découlant de la cession de sa filiale à Nassau. En excluant les éléments particuliers, le bénéfice net du premier trimestre aurait été de 253 M$ comparativement à 237 M$ au premier trimestre de 2008, soit une augmentation de 7 %. Le bénéfice dilué par action aurait atteint 1,51 $, par rapport à 1,46 $ au trimestre correspondant de 2008, en hausse de 3 %.

« Les résultats d'opération du premier trimestre 2009 sont en hausse comparativement au trimestre correspondant de 2008 principalement en raison d'une bonne performance des secteurs Particuliers et entreprises et des Marchés financiers. La relative bonne tenue du secteur Gestion de patrimoine est également à souligner, en tenant compte de l'environnement économique actuel. Par ailleurs, les efforts liés à la restructuration du PCAA ont finalement porté fruits avec l'émission de nouveaux billets. Ce succès représente un des rares événements positifs de restructuration dans un contexte de crise financière mondiale », a déclaré le président et chef de la direction, Louis Vachon.

Résultats sectoriels

Particuliers et entreprises
La contribution du secteur Particuliers et entreprises atteint 250 M$ au premier trimestre 2009, en augmentation de 4 % comparativement au trimestre correspondant de 2008. Le bénéfice net a augmenté de 5 % pour s'établir à 140 M$ au trimestre. Le revenu total du secteur a progressé de 16 M$ ou 3 %, pour atteindre 571 M$. Le volume des prêts du secteur Particuliers et entreprises a augmenté de 8 % du premier trimestre 2008 au premier trimestre 2009. Cette croissance a été atténuée par la réduction de la marge bénéficiaire qui est surtout attribuable à la diminution de la marge sur les dépôts.

Le revenu total des Services aux particuliers a progressé de 5 M$ pour atteindre 382 M$. Le volume des prêts et dépôts a connu une bonne croissance grâce à la hausse de 2,7 G$ de l'actif moyen résultant de l'augmentation des prêts à la consommation. La diminution de la marge bénéficiaire sur les dépôts a été partiellement contrebalancée par l'amélioration de la marge bénéficiaire des produits de crédit, particulièrement au niveau des cartes de crédit. L'augmentation du revenu total des Services aux entreprises a été de 11 M$, la croissance du volume des prêts et des dépôts auprès des entreprises ayant été en partie contrebalancée par le rétrécissement de la marge bénéficiaire. L'augmentation des revenus de change des entreprises a également contribué à la hausse du revenu total.

Les charges d'exploitation du secteur Particuliers et entreprises ont atteint 321 M$ au premier trimestre 2009, en hausse de 7 M$ par rapport au trimestre correspondant de 2008. Cette légère augmentation accompagnée d'une croissance du revenu total s'est traduite par l'amélioration du ratio des charges d'exploitation sur le revenu, qui s'établit à 56 % ce trimestre par rapport à 57 % à la même période en 2008. Les dotations aux pertes sur créances du secteur sont en hausse de 1 M$ pour un total de 45 M$, surtout en raison de pertes sur créances plus élevées pour les créances sur cartes de crédit, atténuées par une réduction des pertes sur les créances aux entreprises.

Gestion de patrimoine
Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine s'établit à 32 M$ au premier trimestre 2009, par rapport à 39 M$ au trimestre correspondant de 2008, soit une diminution de 7 M$. Le revenu total du secteur atteint 195 M$, par rapport à 214 M$ au premier trimestre de 2008. Cette baisse est principalement attribuable à la persistance de la faiblesse des marchés financiers qui a entraîné une diminution des activités de courtage ainsi qu'à la baisse de valeur des actifs sous gestion et administration. Les charges d'exploitation diminuent de 7 M$ pour un montant de 146 M$ au premier trimestre 2009 principalement en raison de la diminution de la rémunération variable. Le ratio des charges d'exploitation sur le revenu s'élève à 75 % ce trimestre, contre 71 % au premier trimestre 2008.

Marchés financiers
Le secteur Marchés financiers affiche un bénéfice net de 73 M$ au premier trimestre 2009, en hausse de 1 M$ par rapport au trimestre correspondant de 2008. Le revenu total du secteur a atteint 259 M$, contre 216 M$ au premier trimestre de 2008. En tenant compte des participations sans contrôle, le revenu du trimestre est de 269 M$, comparativement à 278 M$ au trimestre correspondant de 2008. Les revenus des activités de négociation ont atteint 134 M$ au trimestre, une augmentation de 10 M$ en comparaison avec le trimestre correspondant de 2008, surtout en raison de la hausse des revenus sur titres de participation en partie compensée par la baisse des titres à revenus fixes et marchandises et devises. Les commissions des marchés financiers ainsi que les gains sur valeurs mobilières disponibles à la vente sont en baisse de 31 M$ par rapport au trimestre correspondant de 2008. Ces baisses sont attribuables à la faiblesse des activités en raison des conditions difficiles sur les marchés financiers. Les charges d'exploitation du trimestre s'établissent à 167 M$, une diminution de 2 M$ par rapport au premier trimestre de 2008, en raison de la baisse des frais de technologie. Une perte sur créances de 4 M$ a été enregistrée au cours du premier trimestre de 2009 pour les Grandes entreprises.

Autres
La rubrique *Autres* des résultats sectoriels affiche une perte nette de 176 M$ au premier trimestre 2009 en comparaison d'un profit de 11 M$ au trimestre correspondant de 2008. Les résultats du trimestre tiennent compte de charges attribuables à l'incidence du PCAA. Ces charges comprennent le coût lié à la détention de PCAA pour un montant de 98 M$ déduction faite des impôts, composées d'une perte nette sur valeurs mobilières disponibles à la vente relative au PCAA de 129 M$, du coût de financement, des honoraires professionnels et du coût des opérations de couverture économique totalisant 10 M$ ainsi que des revenus d'intérêts sur le PCAA suite à la restructuration de 41 M$. De plus, une perte relative aux engagements de crédit envers les clients détenant du PCAA se chiffrant à 86 M$, déduction faite des impôts, a été enregistrée au premier trimestre 2009. Au premier trimestre 2008, la Banque avait inscrit un gain de 32 M $ lié à la vente de sa filiale de Nassau, aux Bahamas. De plus, une charge, déduction faite des impôts, de 14 M$, avait été enregistrée en raison du coût de financement du PCAA détenu. Excluant les éléments particuliers, les revenus totaux de la rubrique *Autres* pour le premier trimestre 2009 ont augmenté de 63 M$ par rapport au premier trimestre de 2008. Cette hausse est principalement attribuable aux revenus de titrisation qui se chiffrent à 98 M$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 comparativement à 46 M$ pour le trimestre correspondant de 2008.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio des fonds propres total, selon les règles de la Banque des règlements internationaux (BRI) – Bâle II –, sont de 10,0 % et 14,0 % au 31 janvier 2009, par rapport à 9,4 % et 13,2 % au 31 octobre 2008. La hausse du ratio des fonds propres de catégorie 1 ainsi que le ratio des fonds propres total est attribuable à l'émission de deux séries d'actions privilégiées au cours du trimestre pour un montant de 315 M$. Ces mêmes ratios calculés selon les anciennes règles de la BRI – Bâle I –, auraient été de 10,8 % et 14,8 % au 31 janvier 2009 respectivement.

L'actif pondéré en fonction du risque, selon les règles de Bâle II, est de 57,3 G$ au 31 janvier 2009 alors qu'il s'établit à 58,1 G$ au 31 octobre 2008, soit une légère baisse de 1 %. Selon Bâle I, l'actif pondéré en fonction du risque aurait été de 54,4 G$ au 31 janvier 2009.

Indicateurs financiers

	Résultats 1er T 2009	Résultats excluant les éléments particuliers (1)
Croissance du bénéfice dilué par action	(77)%	3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	4,6 %	19,3 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1	10,0 %	10,0 %
Ratio de versement des dividendes		43 %

(1) Consulter la rubrique « Mode de présentation de l'information » à la page 4.

FAITS SAILLANTS

(non vérifiés) (en millions de dollars)

Trimestre terminé le	31 janvier 2009	31 janvier 2008	Variation en pourcentage
Résultats d'exploitation			
Revenu total	**876 $**	929 $	(6)
Revenu total ajusté pour les participations sans contrôle [1]	**886**	991	(11)
Bénéfice net	**69**	255	(73)
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	**4,6 %**	22,9 %	
Par action ordinaire (en dollars)			
Bénéfice – de base	**0,36 $**	1,58 $	
Bénéfice – dilué	**0,36**	1,58	
EXCLUANT LES ÉLÉMENTS PARTICULIERS [2]			
Résultats d'exploitation			
Revenu total	**1 019 $**	916 $	11
Revenu total ajusté pour les participations sans contrôle [1]	**1 029**	978	5
Bénéfice net	**253**	237	7
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	**19,3 %**	21,3 %	
Par action ordinaire (en dollars)			
Bénéfice – de base	**1,51 $**	1,47 $	
Bénéfice – dilué	**1,51**	1,46	
Par action ordinaire (en dollars)			
Dividendes déclarés	**0,62 $**	0,62 $	
Valeur comptable	**30,52**	28,13	
Cours de l'action			
haut	**45,95**	54,25	
bas	**25,62**	45,15	
clôture	**34,22**	50,53	

	31 janvier 2009	31 octobre 2008	Variation en pourcentage
Situation financière			
Actif total	**136 989 $**	129 332 $	6
Prêts et acceptations	**56 223**	56 015	–
Dépôts	**79 575**	76 022	5
Débentures subordonnées et capitaux propres	**8 313**	7 764	7
Ratios de fonds propres – BRI selon Bâle II			
catégorie 1	**10,0 %**	9,4 %	
total	**14,0 %**	13,2 %	
Ratios de fonds propres – BRI selon Bâle I			
catégorie 1	**10,8 %**	10,1 %	
total	**14,8 %**	14,1 %	
Prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques et générale	**(153)**	(162)	
en % des prêts et acceptations	**(0,3)%**	(0,3)%	
Biens sous gestion et administration	**189 082**	204 998	
Épargne totale des particuliers	**98 238**	95 893	
Couverture d'intérêts	**4,09**	5,21	
Couverture de l'actif	**3,65**	3,89	
Autres renseignements			
Nombre d'employés	**17 199**	17 146	–
Nombre de succursales au Canada	**448**	446	–
Nombre de guichets automatiques	**857**	857	–

(1) L'ajustement représente principalement les gains ou pertes attribuables aux tiers utilisant la plateforme Innocap.
(2) Consulter le « Mode de présentation de l'information » à la page 4.

MODE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION

La Banque utilise certaines mesures non conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) pour évaluer les résultats. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que le bénéfice net et les autres mesures rajustées en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

Données financières
(non vérifiées) (en millions de dollars)

	Notes	Trimestre terminé le		
		31 janvier 2009	31 janvier 2008	%
Particuliers et entreprises		**140**	133	5
Gestion de patrimoine		**32**	39	(18)
Marchés financiers		**73**	72	1
Autres		**(176)**	11	
Bénéfice net		**69**	255	(73)
Plus : charges liées à la détention de PCAA	1	**98**	14	
Plus : charge liée aux engagements de crédit envers les clients détenant du PCAA	2	**86**	–	
Bénéfice net excluant l'incidence du PCAA		**253**	269	(6)
Moins : gain sur cession de la filiale de la Banque à Nassau	3	**–**	(32)	
Bénéfice net excluant les éléments particuliers		**253**	237	7
Bénéfice dilué par action ordinaire		**0,36 $**	1,58 $	(77)
Plus : charges liées à la détention de PCAA	1	**0,61**	0,08	
Plus : charge liée aux engagements de crédit envers les clients détenant du PCAA	2	**0,54**	–	
Bénéfice dilué par action ordinaire excluant l'incidence du PCAA		**1,51 $**	1,66 $	(9)
Moins : gain sur cession de la filiale de la Banque à Nassau	3	**–**	(0,20)	
Bénéfice dilué par action ordinaire excluant les éléments particuliers		**1,51 $**	1,46 $	3
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires				
Incluant les éléments particuliers		**4,6 %**	22,9 %	
Excluant les éléments particuliers		**19,3 %**	21,3 %	

(1) Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, les éléments suivants, déduction faite des impôts, ont été comptabilisés relativement à la détention de PCAA : une perte sur valeurs mobilières disponibles à la vente relative au PCAA de 129 M$ (2008 : nil), une perte sur des opérations de couverture économique de 1 M$ (2008 : nil), les intérêts reçus ou à recevoir sur le PCAA détenu de 41 M$ (2008 : nil), le coût de financement du PCAA de 7 M$ (2008 : 13 M$) ainsi que les honoraires professionnels reliés au dossier du PCAA de 2 M$ (2008 : 1 M$).

(2) Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, des dotations aux pertes sur créances liées aux engagements de crédit envers les clients détenant du PCAA de 86 M$, déduction faite des impôts, ont été comptabilisées (2008 : nil).

(3) Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, un gain net de 32 M$ a été comptabilisé suite à la cession de la filiale de la Banque à Nassau, aux Bahamas.

Mise en garde à propos des énoncés prospectifs

À l'occasion, la Banque Nationale du Canada (la « Banque ») fait des énoncés prospectifs écrits et verbaux, notamment ceux contenus dans la section « Les grandes tendances écottttttomiques et leurs enjeux » et la rubrique « Objectifs à moyen terme » de la section « Vue d'ensemble » du Rapport annuel 2008, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens et dans d'autres communications, aux fins de décrire le contexte économique dans lequel la Banque évoluera au cours de l'exercice 2009 et les objectifs qu'elle souhaite atteindre au cours de cette période. Ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération des législations canadienne et américaine en valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs comprennent, entre autres, des énoncés à l'égard de l'économie – notamment les économies canadienne et américaine –, de l'évolution des marchés, des observations concernant les objectifs de la Banque et ses stratégies pour les atteindre, le rendement financier prévu de la Banque et certains risques auxquels la Banque est confrontée. Ces énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'usage de verbes au futur et au conditionnel ou par l'emploi d'expression comme « prévoir », « croire », « estimer », « projeter », « s'attendre à », « avoir l'intention de » et d'autres mots ou expressions similaires.

En raison de leur nature même, ces énoncés prospectifs supposent que nous élaborions des hypothèses, et ils comportent donc nécessairement des risques et des incertitudes d'ordre général et spécifique. Les hypothèses qui ont trait à la performance des économies du Canada et des États-Unis en 2009 et à leurs effets sur les activités de la Banque figurent parmi les facteurs importants pris en considération au moment d'établir les priorités et les objectifs stratégiques et de fixer les objectifs financiers, notamment en ce qui a trait à la réserve pour créances irrécouvrables. Avec la crise financière et de crédit qui sévit actuellement, l'année 2009 pourrait être marquée par un ralentissement généralisé de l'économie mondiale qui pourrait affecter le principal partenaire économique du Canada, les États-Unis. La crise financière pourrait se traduire par un niveau d'activités faible sur les marchés financiers et un coût des fonds plus élevé pour les institutions financières. Il est fort probable que les faillites des particuliers et des entreprises pourraient augmenter au cours des prochains trimestres. Au moment d'établir les prévisions concernant la croissance économique en général et dans le secteur des services financiers, la Banque s'appuie surtout sur les données économiques historiques fournies par les gouvernements du Canada et des États-Unis et leurs organismes. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où la Banque est présente, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants pris en considération dans l'établissement du taux d'imposition effectif. Le risque est élevé que les projections expresses ou implicites contenues dans ces énoncés ne se réalisent pas ou se révèlent inexactes. Divers facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les mesures ou les événements futurs varient sensiblement des objectifs, attentes, estimations ou intentions figurant dans les présents énoncés prospectifs. Ces écarts peuvent être causés par des facteurs dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Banque, notamment la gestion des risques de crédit et de marché et du risque de liquidité; la vigueur des économies canadienne et américaine ainsi que des économies des autres pays où la Banque exerce ses activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain; l'incidence des modifications apportées aux politiques monétaires, notamment aux politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et de la Réserve fédérale américaine; les effets de la concurrence dans les marchés où la Banque fait affaire; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières) et leur exécution; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les procédures judiciaires; l'évolution de la situation concernant le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) et les liquidités sur le marché du PCAA; la capacité de la Banque d'obtenir des informations exactes et complètes de ses clients ou contreparties ou en leur nom; la capacité de la Banque d'aligner avec succès sa structure organisationnelle, ses ressources et ses processus, ainsi que sa capacité de mener à terme des acquisitions stratégiques et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que la Banque utilise aux fins de la présentation de sa situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux principales estimations comptables; l'aptitude de la Banque à recruter et retenir des dirigeants clés; les risques opérationnels, y compris ceux qui sont reliés à la dépendance de la Banque à l'égard de tiers relativement à la fourniture de l'infrastructure nécessaire aux activités de la Banque, ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, notamment les modifications apportées aux politiques commerciales; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services au moment opportun; les modifications apportées aux estimations concernant les provisions; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; les catastrophes naturelles; l'incidence éventuelle sur les activités d'urgences en matière de santé publique, de conflits, d'autres événements internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux qui sont liés à la lutte au terrorisme, et la mesure dans laquelle la Banque prévoit les risques découlant de ces faits et de sa capacité à les gérer efficacement. Une part importante des activités de la Banque consiste à faire des prêts ou à attribuer des ressources sous d'autres formes à des entreprises, des industries ou des pays. Des événements imprévus touchant ces emprunteurs, industries ou pays pourraient avoir une forte incidence défavorable sur les résultats financiers, les activités, la situation financière ou la liquidité de la Banque.

La liste des facteurs de risques susmentionnés n'est pas exhaustive. Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis aux rubriques « Gestion des risques » et « Facteurs pouvant affecter les résultats futurs » du Rapport annuel 2008. Les investisseurs et autres personnes qui se fondent sur les énoncés prospectifs de la Banque doivent considérer soigneusement les facteurs susmentionnés ainsi que les incertitudes et les risques qu'ils comportent. La Banque met aussi en garde le lecteur contre une confiance indue dans ces énoncés prospectifs. À moins que la loi ne l'exige, la Banque ne prévoit pas mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, qui peut être faite de temps à autre pour ses besoins.

L'information prospective contenue dans le présent document est destinée aux fins de l'interprétation des renseignements contenus dans ce document et pourrait ne pas convenir à d'autres fins.

Divulgation des résultats du 1er trimestre 2009

Conférence téléphonique

- Une conférence téléphonique pour les analystes et investisseurs institutionnels aura lieu le 26 février 2009 à 13h30 HE.
- Accès par téléphone en mode écoute seulement : 1 866 862-3908 ou 416 641-6130.
- L'enregistrement téléphonique archivé sera accessible jusqu'au 5 mars 2009 en composant le 1 800 408-3053 ou le 416 695-5800. Le code d'accès est le 3282848#.

Diffusion de l'appel sur le web

- La conférence téléphonique sur les résultats sera diffusée en direct via Internet au **www.bnc.ca/relationsinvestisseurs**.
- Une version archivée de l'événement diffusé sur le web sera disponible après la fin de l'appel.

Documents financiers

- Les états financiers trimestriels sont en tout temps disponibles dans le site web de la Banque Nationale du Canada à **www.bnc.ca/relationsinvestisseurs**.
- Le Rapport aux actionnaires et les informations financières complémentaires, ainsi que les diapositives de présentation, se retrouveront dans le site de la Banque Nationale à la page des Relations avec les investisseurs, un peu avant le début de la conférence téléphonique.

Pour plus de renseignements :

Patricia Curadeau-Grou
Chef des finances et
vice-présidente exécutive
Finance, Risque
et Trésorerie
514 394-6619

Jean Dagenais
Premier vice-président
Finance, Fiscalité et
Relations investisseurs
514 394-6233

Denis Dubé
Directeur principal
Relations publiques
514 394-8644

Hélène Baril
Directrice principale
Relations investisseurs
514 394-0296